

**TOUS DIFFERENTS, TOUS EGAUX :
L'ECRI
10 ans de lutte contre le racisme
Strasbourg, 18 mars 2004**

Atelier III

CONF10 (2004) 1

“Le racisme : un “virus qui mute constamment” – islamophobie, antisémitisme et racisme “culturel”, de nouveaux défis dans nos sociétés

“Le racisme: un “virus qui mute constamment” – islamophobie, antisémitisme et racisme “culturel”, de nouveaux défis dans nos sociétés”

Contribution de Dr Neil MACMASTER, School of Economic and Social Studies, University of East Anglia

Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur.

Le racisme : un 'virus qui mute constamment' - islamophobie, antisémitisme et racisme "culturel", de nouveaux défis dans nos sociétés

A l'occasion de son 10^{ème} anniversaire l'ECRI peut, à juste titre, être fière de ses performances en matière de surveillance du racisme dans l'Europe entière, d'identification et de promotion des bonnes pratiques et de contribution à la tâche difficile de bâtir une société plus tolérante. Mon intervention ne s'attachera pas tant aux détails de ce résultat qu'à l'un des problèmes principaux rencontrés par le mouvement antiraciste, à savoir le degré d'enracinement des préjugés dans la société civile, qui, souvent, semblent résister à toute stratégie d'éradication. On a vu des initiatives importantes, appuyées par le gouvernement et des textes de loi, échouer, se déliter ou s'avérer inefficaces à cause de l'intolérance inscrite dans la culture populaire. En Grande-Bretagne par exemple, le gouvernement a mis en œuvre la majorité des recommandations du rapport Macpherson de 1999 visant à éliminer le racisme institutionnel au sein de la police, mais deux ans plus tard, les experts déclaraient que les initiatives n'avaient pas d'effets significatifs. En octobre 2003 la population a été sous le choc en voyant les images filmées par un journaliste de la BBC infiltré dans la police et montrant le degré intolérable de racisme parmi les policiers lors d'un stage de formation. Elles ont révélé le fossé considérable existant entre le comportement de façade affiché par les policiers, qui se prêtent avec zèle à tous les tests de la formation antiraciste, et leur racisme profond et bien dissimulé.

On peut faire plusieurs remarques à propos de l'écart entre les politiques antiracistes officielles et l'intolérance marquée de l'opinion publique :

- Les mesures institutionnelles ou juridiques visant à combattre le racisme, indispensables en soi, ne sont efficaces qu'accompagnées de changements authentiques de l'opinion publique, qui ne se laisse pas aisément manipuler par une pression externe ou l'intervention de l'État.
- les mesures antiracistes appuyées par la loi devenant de plus en plus complexes, les mouvements racistes ont appris à ruser pour contourner la politique du gouvernement.
- Les préjugés raciaux populistes sont reproduits et entretenus dans la société civile, non seulement par l'extrême droite ou les mouvements néonazis, mais aussi par les responsables politiques des grandes formations et les médias, qui à cet égard

jouent un rôle crucial. Il existe une contradiction au cœur de la démocratie libérale, en ce sens que les ministres du gouvernement, les politiques, les rédacteurs en chef et les journalistes qui s'opposent fermement à certaines formes de racisme (surtout aux mouvements d'extrême droite ou néonazis) peuvent renforcer en même temps d'autres formes de préjugés populaires qui affaiblissent ou contrarient une bonne part de leur action positive. Des meneurs d'opinion très respectés sont capables de tenir un langage négatif envers les demandeurs d'asile ou les réfugiés, ou de développer un discours teinté d'islamophobie ou d'antisémitisme. Ce racisme "inoffensif" est des plus préjudiciables car ses auteurs sont investis d'une grande légitimité.

- Des recherches ont montré qu'il existait un lien étroit entre les reportages des médias et l'apparition soudaine de nouvelles vagues d'intolérance et de violence xénophobes. Les médias sont capables de réagir rapidement à des événements et de produire une masse (parfois répétitive) de reportages d'actualité susceptibles de déclencher une brusque flambée de violence, à laquelle les organisations antiracistes ou la législation peuvent tarder à répondre.

Définir le racisme s'est toujours révélé difficile car le phénomène varie à tout moment et d'une société à l'autre selon l'histoire, la culture et la situation sociale du pays, et il est de plus en constante mutation. Ainsi, durant l'après-guerre marquée par la migration de la main-d'œuvre, toute l'extrême droite européenne a commencé à masquer son antisémitisme profond pour s'attaquer aux Africains, Asiatiques, Maghrébins et à d'autres groupes. Comme Pierre-André Taguieff le faisait observer (*La Force du Préjugé*, 1987) au regard du racisme culturel ou différentialiste, cette mutation constante pourrait poser de sérieux problèmes aux mouvements et aux législateurs antiracistes, car faute d'identifier rapidement les nouveaux courants, ils risquent de ne pas s'apercevoir que les racistes ont simplement déguisé leurs intentions. La reformulation du racisme en Europe au cours des deux dernières décennies a été particulièrement insidieuse car l'extrême droite, les responsables politiques et les idéologues conservateurs, confrontés au défi d'une législation antiraciste, de politiques multiculturelles et d'institutions chargées de surveiller et de combattre la discrimination, se sont appliqués à inventer des formes de racisme déguisé qui les rendent inaccessibles aux interventions officielles et même permet aux préjugés d'apparaître légitimes aux yeux du grand public.

La plus connue de ces stratégies, souvent appelée le "Nouveau Racisme" ou la "Nouvelle Droite", glissement de fond d'un discours biologique à un discours culturel, n'est plus "nouvelle" d'aucune manière. Le GRECE (Groupement de Recherche et d'Étude pour une Civilisation européenne) a été créé dès 1969, et les structures du racisme culturel ont déjà été analysées par des universitaires entre 1980 et 1985. Vingt ans plus tard, la question se pose de savoir dans quelle mesure le projet du "Nouveau Racisme" est parvenu à s'infiltrer profondément dans la société civile ?

L'objectif de la Nouvelle Droite était de renverser et de supplanter les idéologies dominantes en offrant, par des stratégies discursives ou linguistiques, de nouvelles visions du monde qui deviendraient hégémoniques et s'ancreraient dans la mentalité du grand public. Le discours est complexe mais repose sur les idées suivantes :

- L'identité nationale se définit en référence à une assise traditionnelle (histoire, culture, langue, sentiments) qui ne peut être partagée que par le groupe "blanc" dominant uni par les liens naturels de parenté et d'amitié.
- L'étranger ou celui qui vient d'ailleurs ne pourra jamais faire partie de ce groupe ; il va sans dire que la culture de cet étranger ne peut que renverser et anéantir l'identité nationale organique et nuire à l'intégrité culturelle des minorités ethniques elles-mêmes. Ces propos conduisent implicitement à un programme de ségrégation et d'exclusion. L'identité culturelle est mise en avant et se trouve en réalité assimilée à la notion de "race" comme l'a essentialisée Samuel Huntington dans son essai "le Choc des Civilisations".
- Ce programme prétend ne pas être raciste puisque le groupe dominant peut rejeter l'idée qu'il serait d'une manière ou d'une autre biologiquement supérieur à tout autre groupe ethnique ou national : il est simplement différent.
- La nation a le droit de défendre son existence et son intégrité culturelles comme le font tous les groupes ou les populations ethniques, de sorte que le racisme peut prétendre partager les valeurs fondamentales d'un programme libéral et multiculturel, le "droit à la différence".
- L'identité nationale n'est pas seulement souillée par les contacts culturels (mixophobie) ; elle est activement détruite par des intérêts dangereux et antipatriotiques soutenus par l'État, par les organisations antiracistes, par les promoteurs d'une politique de l'éducation multiculturelle : la prétendue "industrie des relations interraciales". Par une pirouette classique, la majorité xénophobe dominante qui détient la plupart des richesses et des pouvoirs se pose en victime,

sa survie culturelle même serait menacée par des fanatiques intolérants et politiquement corrects soutenus par des textes de loi mal fondés.

L'objectif des mouvements de la nouvelle droite tels que le GRECE n'était pas simplement d'engager un débat ésotérique réservé à un petit nombre mais de convertir l'opinion publique. Ce but a-t-il été atteint ?

Rappelons d'abord que les deux dernières décennies ont vu la progression dynamique d'un nouveau type de parti national-populiste xénophobe dans toute l'Europe (le Front National français, le Parti de la Liberté autrichien, le Parti populaire danois, le Parti suisse de la Liberté, le Bloc flamand, le Parti national britannique (BNP), etc.). A partir de 1983, Jean-Marie Le Pen a vite compris comment utiliser le discours de la nouvelle droite pour gagner en légitimité publique, masquer son programme raciste et se montrer plus habile que ses adversaires politiques qui tentaient de le présenter comme un raciste biologique de l'ancienne école néonazie. Les succès électoraux du Front National dans les années 80 ont eu un impact important sur les mouvements ancrés très à droite dans toute l'Europe, qui ont commencé à prendre modèle sur le parti français et à adopter des formes identiques de racisme culturel.

Certains politologues affirment que ce type de mouvement a déjà atteint son point de culmination ou est incapable de former des gouvernements stables et prospères, mais il a pourtant eu un fort impact sur l'opinion publique bien au-delà des rangs de leurs propres partisans. Jean-Marie Le Pen, Jörg Haider, Carl Hagen, Umberto Bossi, Christoph Blocher, Pim Fortuyn et d'autres ont bénéficié d'une couverture médiatique considérable qui leur a permis de diffuser le discours du racisme culturel. Ensuite les responsables politiques des grands partis conservateurs ou sociaux-démocrates, voulant écarter le risque électoral que représentaient les mouvements xénophobes extrémistes, se sont montrés beaucoup trop disposés à employer le même langage. De fait, certains idéologues fondamentaux du nouveau racisme ont été des membres dirigeants de partis ou de gouvernements de droite, par exemple en Grande-Bretagne le "*Conservative Philosophy Group*", qui comptait dans ses rangs l'idéologue raciste Enoch Powell, a formulé une politique pour Mme Thatcher qui reconnaissait en 1978 les préoccupations légitimes du Front National d'extrême droite : "Les gens ont vraiment peur," déclarait-elle à la télévision "que ce pays soit submergé par des gens d'une culture différente".

Ensuite je tiens à souligner le rôle actuel des médias, principal instrument de perpétuation ou de renforcement du racisme culturel dans la société européenne. Comme l'a montré Gill Seidel, à partir de la fin des années 70, le discours agressif de la nouvelle droite britannique visait un lectorat bien plus large que celui des revues spécialisées, à faible tirage, telles que la *Salisbury Review*, les principaux ténors du mouvement parvenant à occuper des postes de chroniqueurs réguliers dans les tabloïds. En France le GRECE entretenait des liens directs avec les magnats de la presse qu'étaient Raymond Bourguine et Robert Hersant, qui facilitaient l'accès de ses membres aux postes clés de la rédaction ou leurs attribuaient des postes de chroniqueurs ou de journalistes.

En Grande-Bretagne, la presse populaire a engagé au cours de la dernière décennie une campagne virulente et incendiaire contre les demandeurs d'asile, tenant constamment des propos diffamatoires qui devinrent si inquiétants qu'en août 2001 Amnesty International et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ont tous deux dénoncé le lien entre la haine véhiculée par la presse et la vague croissante d'agressions violentes contre les réfugiés. Ce message a été repris par le Secrétaire général des Nations Unies lors de son discours du 29 janvier 2004 devant le Parlement européen, dans lequel il a mis en garde contre un état d'esprit de "Citadelle Europe" et contre la campagne par laquelle les immigrants sont "stigmatisés, calomniés, voire déshumanisés". Les rédacteurs en chef ont justifié les attaques de la presse contre les demandeurs d'asile en niant que cela eût quelque chose à voir avec le racisme : au contraire tout le propos était légitimé ou sous-tendu par une référence à la culture et à l'identité. Ainsi par exemple en 2000, la "*Commission on the Future of Multi-Ethnic Britain*" a publié le rapport Parekh qui exposait les grandes lignes d'un programme visant à s'attaquer au racisme en changeant l'identité nationale discriminatoire pour un modèle davantage pluraliste et inclusif intégrant une diversité enrichissante. A la publication du rapport, la presse populaire a ignoré toutes ses recommandations et a déclenché une vague de désinformation venimeuse ; pour le *Sun*, le rapport était comparable à "ce que Staline et le Politburo soviétique avaient fait". Roger Scruton, l'un des chefs de file de la nouvelle droite, a souligné dans le *Daily Mail* du 6 mars 2001 les dangers de voir la Grande-Bretagne "envahie" par les demandeurs d'asile et se transformer en "un pays étranger" ; il admonestait notamment ceux qui par une "propagande mensongère" ébranlaient "notre" culture, "notre" histoire et "nos" institutions. "Nous les Anglais," déclarait-il, "avons le droit d'être nous-mêmes

malgré ceux qui voudraient imposer le concept d'une société multiculturelle.". La stratégie du discours de la nouvelle droite est de saper radicalement la légitimité des organisations et des politiques progressistes antiracistes en les présentant comme la source du problème, à savoir les initiateurs d'un programme étranger (c'est-à-dire juif, musulman, communiste, etc.) voulant anéantir l'identité nationale. Cette attaque est extrêmement préjudiciable aux tentatives du gouvernement de contrer le racisme car les institutions en tête de la campagne pour une société plus tolérante, telles que la "*British Commission for Racial Equality*" perdent en crédibilité aux yeux du public. On observe aujourd'hui des signes clairs qu'un large public s'est approprié et a intégré le discours de la nouvelle droite qui, tout en prétendant ne pas être raciste, se sent totalement à l'aise dans ses déclarations intolérantes ou xénophobes présentées comme du nationalisme traditionnel.

De nouvelles formes virulentes d'islamophobie et d'antisémitisme ont été injectées dans ce racisme culturel, notamment depuis le 11 septembre et l'aggravation de la crise au Moyen Orient. Si l'attaque dirigée contre les États-Unis a favorisé l'islamophobie, il ne faut pas perdre de vue le fait que l'hostilité à l'égard des Musulmans s'est manifestée dès les années 80 et qu'elle serait toujours là aujourd'hui même sans les attentats du 11 septembre. Mais laissons là la question du terrorisme, la montée de l'intolérance n'est pas due à l'augmentation spectaculaire des arrivées de Musulmans en Europe de l'Ouest, car ces groupes ethniques (Algériens, Marocains, Tunisiens, Pakistanais, natifs du Bangladesh, Turcs, etc.) s'étaient déjà installés dans une phase antérieure de migration de la main-d'œuvre après la guerre (1945-1974). Ce sont surtout les Musulmans qui sont devenus plus "visibles" aux yeux de la majorité de la population lorsqu'ils se sont intégrés dans la société européenne : par exemple, dans un premier temps, les immigrants ont aménagé des salles de prière dans des immeubles et des appartements à usage d'habitation, mais lorsqu'ils se sont enracinés et se sont engagés dans la voie d'un établissement définitif ils ont commencé à construire des mosquées. Dans ce cas la contradiction repose sur le fait que si la construction de mosquées peut être interprétée comme un signe d'intégration, d'insertion dans la société d'accueil, aux yeux de nombreux Européens ces mêmes édifices religieux représentent un symbole « d'invasion » et un refus de s'intégrer dans la nation.

Cependant le plus insidieux de tout a été le fait que les attaques contre la différence religieuse ont permis aux racistes de continuer à cibler ouvertement et précisément ces groupes minoritaires qui, pendant de longues décennies, avaient déjà été l'objet de l'intolérance la plus grande et des violences physiques les plus terribles. En tant que religion universelle, l'Islam n'est pas, en principe, spécifique de certains groupes ethniques, bien que le terme de "musulman" soit devenu un code à peine déguisé pour désigner en particulier des personnes remarquées pour leur différence "raciale". Depuis le 11 septembre, beaucoup d'agressions publiques ont pris la tournure d'une "chasse au faciès", violence commise contre des individus pris parce qu'ils ont le type "arabe". L'islamophobie a ainsi donné un nouvel élan à des formes plus anciennes de préjugés raciaux mais sous l'apparence plus insidieuse de la politique culturelle. Pendant et après la guerre d'indépendance de l'Algérie (1954-1962) les Algériens, présentés comme des terroristes, étaient la cible du racisme le plus virulent en France ; mais à partir des années 80 cette haine a été reformulée comme une menace des fanatiques islamiques algériens dont le but était de détruire l'identité nationale française de l'intérieur.

L'islamophobie a été entretenue aisément par l'extrême droite et les mouvements nationaux-populistes tels que le Front National en France. Néanmoins, le plus préoccupant est la façon dont l'intolérance à l'égard des Musulmans a soudainement été reprise par les médias et les courants de pensée majoritaires. Dans toute l'Europe les pratiques islamiques religieuses et culturelles (rôles sexospécifiques, codes vestimentaires, nourriture halal, écoles coraniques, etc.) ont été présentées d'une manière déformée et stéréotypée comme preuve de la destruction de l'identité nationale traditionnelle par une sorte de "cinquième colonne". Déjà en 1985 le Figaro publiait une image de Marianne, symbole de la France, enveloppée d'un voile, avec le titre "Serons-nous encore Français dans trente ans ?" et c'est cette sorte de publication qui a été à l'origine d'une panique morale, d'une attitude défensive vis-à-vis de l'identité nationale. La controverse a fait rage en Grande-Bretagne en janvier 2004 lorsque Robert Kilroy-Silk, ancien député travailliste et animateur d'un talk-show à la télévision a écrit dans sa tribune hebdomadaire un article intitulé *We owe Arabs nothing* (Nous ne devons rien aux Arabes). Il y déclarait "En dehors du pétrole – qui a été découvert, est produit et payé par l'Ouest – quelle est leur contribution ? Quelque chose vous vient à l'esprit ? ... Non, et à moi non plus." Les Arabes pensent-ils que "nous les adorons parce qu'ils ont assassiné plus de 3 mille civils le 11 septembre et ensuite dansé dans les rues brûlantes et couvertes de cendres pour fêter les

assassinats ? Que nous les admirons en tant qu'auteurs d'attentats suicides, de mutilateurs et d'opresseurs des femmes ?" Contraint de démissionner de la BBC, Robert Kilroy-Silk n'en a pas moins persisté dans ses propos, vraie voix du "peuple britannique", refusant d'être bâillonné, laissant entendre qu'il était la victime d'intérêts puissants et intolérants opposés à la liberté de parole. Cet épisode est symptomatique de la manière dont l'islamophobie, loin d'être limitée aux extrémistes de droite, s'infiltré dans le langage des politiques et des médias qui représentent les courants de pensée majoritaires.

L'antisémitisme a toujours été un élément de base des mouvements d'extrême droite comme l'attestent les sites Internet néonazis qui prolifèrent et diffusent les idées négationnistes, les Protocoles des Sages de Sion et les vieux stéréotypes d'une conspiration juive mondiale. Les chefs de file des mouvements nationaux-populistes tels que Jörg Haider et Jean-Marie Le Pen ont aussi parfois tenu des propos antisémites, ouvertement ou de façon codée. Toutefois exception faite de la vague exceptionnelle d'antisémitisme virulent qui a déferlé en Russie avec des personnages tels que Vladimir Jirinovsky, la nouvelle vague de judéophobie qui s'est emparée de toute l'Europe est venue après le 11 septembre et la seconde Intifada palestinienne d'octobre 2000. La critique de la politique du gouvernement israélien envers la Palestine peut être parfaitement légitime, mais, malgré tout, un problème s'est posé lorsque les Juifs ont été collectivement rendus responsables des mesures prises par Ariel Sharon. Les experts ont rapproché cela de la vague d'agressions physiques à l'égard des Juifs, des invectives, des graffitis et des profanations de synagogues et de cimetières dans l'Europe entière. Les manifestations propalestiniennes organisées par des Musulmans, des organisations de gauche ou antimondialisation ont attisé l'hostilité à l'égard d'une entente USA-Israël, présentée comme un complot ourdi par des intérêts juifs puissants pour promouvoir des formes de violence qui ont été comparées à l'Holocauste ou au génocide. L'une des anomalies que l'on peut ici relever est que la violence à l'égard des Juifs a été le fait de jeunes Musulmans, essentiellement originaires d'Afrique du Nord, qui sont eux-mêmes victimes du racisme, de l'exclusion sociale, de l'échec scolaire et d'un chômage élevé.

La lutte contre les nouvelles formes de racisme et d'intolérance représente un défi formidable ; ainsi par exemple la législation qui a été mise en place pour faire obstacle aux anciens types de préjugés fondés sur la "race" ou l'ethnie peut s'avérer tout à fait inefficace face à l'intolérance religieuse et culturelle. J'affirme que même la

législation et les interventions officielles les mieux élaborées et les plus progressistes risquent d'être neutralisées tant que d'autres forces puissantes continueront d'alimenter les préjugés de l'opinion publique. Les médias et les responsables politiques ont tendance à cibler les organisations extrémistes néonazies comme sources fondamentales du racisme, mais négligent de considérer à quel point des millions d'actes de parole négatifs "de faible intensité" génèrent en permanence une intolérance endémique plus diffuse. Les politiques et les gouvernements doivent prendre davantage conscience des contradictions de leur propre position, assumer un rôle plus responsable et plus cohérent au regard de toutes les formes de préjugés. Par exemple en France, les mesures visant à interdire le hijab (foulard islamique) dans les écoles, en se fondant sur les principes de laïcité et d'égalitarisme républicain, ne prennent-ils pas le risque d'enfreindre les droits de minorités, d'aggraver l'islamophobie et de favoriser un glissement vers le fondamentalisme islamique ? Est-ce que le Ministre de l'intérieur britannique arrange les choses quand il déclare que la progression du Parti national britannique d'extrême droite (BNP) doit être stoppée par des politiques "énergiques" à l'égard des demandeurs d'asile, qui s'avèrent extrêmement dures et inhumaines ? Enfin, dans les médias, les propriétaires, rédacteurs/réalisateurs et les producteurs doivent se convaincre de respecter une déontologie plus responsable et, si nécessaire, le gouvernement devrait intervenir plus fermement pour contrer le flot de clichés négatifs déversé quotidiennement dans la presse par centaines de millions d'exemplaires. Les médias étouffent complètement la voix des organisations antiracistes qui n'ont tout simplement pas les moyens de toucher le public à la même échelle.

Enfin, pour conclure sur une note optimiste, il ne fait doute que des initiatives cohérentes peuvent éradiquer le racisme profondément ancré dans la culture populaire. Il y a quelques années, il semblait presque impossible de juguler les insultes et les slogans endémiques racistes scandés dans les stades de football. Or, une campagne "*Let's Kick Racism out of football*" (D'un coup de pied éliminons le racisme du football) menée au Royaume-Uni conjointement par les clubs de la fédération de football, la police et la Commission pour l'égalité raciale a été un franc succès. En janvier 2004 un supporter de Norwich City a été poursuivi pour avoir crié des injures raciales au cours d'un match ; son arrestation a été possible parce que plusieurs supporters ont signalé son comportement auprès de membres du service d'ordre. Un maintien de l'ordre énergique mais isolé ne pourrait pas aboutir à ce résultat, seul le changement d'attitude des supporters a rendu inacceptables les

insultes raciales. Cet incident peut sembler banal, mais il montre bien à quel point l'intervention de l'État pour éradiquer le racisme ne peut aboutir que si elle s'accompagne d'un changement dans la société civile.